

secteur central et périphérique du système judiciaire, expérience de travail avec des Organisation internationales et nationales de la société civile spécialisées dans l'aide légale et dans les activités en milieu carcérale.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.4.

#### 4.4.3. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre (Ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays Bas)

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec le Ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays Bas.

Cette mise en œuvre implique la réalisation des activités liées au produit 1.3.

L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants: capacité opérationnelle, valeur ajoutée et expertise dans le domaine de la bonne gouvernance et d'appui au secteur de la justice, expériences avérée d'appui au secteur central et périphérique du système judiciaire, expérience de travail avec des Organisation internationales et nationales de la société civile spécialisées dans l'aide légale et dans les activités en milieu carcérale.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion directe conformément aux modalités de mise en œuvre mentionnées à la section 4.4.4.

#### 4.4.4. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

En cas d'échec de la modalité de gestion indirecte, en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, la ou les composantes concernées pourront être mise en œuvre en gestion directe avec des organisations de la société civile nationales et internationales.

Cette entité sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : capacité opérationnelle, valeur ajoutée et expertise dans le domaine de la justice, ainsi que sur l'expérience de travail dans le secteur.

### 4.5. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

### 4.6. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
<b>Objectif Spécifique 1</b>	<b>15 000 000</b>
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre – cf. section 4.4.2	11 200 000
Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre (Ministère des affaires étrangères des Pays Bas ) – cf. section 4.4.3	3 000 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.4.1	800 000
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2	Sera couvert par une autre décision
<b>Audit</b> – cf. section 5.3	
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	N.A.
<b>Total</b>	<b>15 000 000</b>